

Convention relative au renouvellement du service mutualisé intercommunautaire G4DEC

Entre les soussignés :

La Communauté de Communes du Pays des Abers, représentée par son Président dûment habilité par délibération n° _____, du _____, Monsieur Jean-François TREGUER, ci après dénommé « CCPA »,

d'une part,

Et

La Communauté de Communes du Pays d'Iroise, représentée par son Président dûment habilité par délibération n° _____, du _____, Monsieur André TALARMIN, ci après dénommé « CCPI »,

Et

La Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas, représentée par son Président dûment habilité par délibération n° _____, du _____, Monsieur Patrick LECLERC, ci après dénommé « CCPLD »,

Et

La Communauté de Communes Lesneven côte des légendes, représentée par son Président dûment habilité par délibération n° _____, du _____, Madame Claudie BALCON, ci après dénommé « CLCL »,

d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5111-1 ;

Vu la délibération du conseil de communauté de la CCPA en date du fixant l'engagement des 4 EPCI dans le cadre du projet d'économie circulaire mené conjointement et leur candidature unique auprès de l'ADEME pour le dispositif XXX ;

Vu l'avis favorable de la commission régionale des aides de l'ADEME en date du 08/02/2018 » ;

Vu les 4 délibérations concordantes des EPCI concernés ...

PRÉAMBULE :

Historique

En 2018, les 4 intercommunalités du Pays d'Iroise (CCPI), du Pays des Abers (CCPA), du Pays de Lesneven-Côte des Légendes (CLCL) et du Pays de Landerneau-Daoulas (CCPLD) se sont portés conjointement candidats à l'appel à projet de l'ADEME « territoire économe en ressource ». Ce programme vise à soutenir la mise en œuvre de projets d'économie circulaire sur les 4 territoires. Le programme décliné depuis le 1^{er} mars 2019, avec l'arrivée de l'équipe de 3 ETP, vise donc à renforcer les liens entre les territoires, et à donner un sens commun à leur réflexion autour des déchets et de l'économie circulaire.

Le programme d'actions s'adresse notamment aux entreprises. Travailler sur les déchets des professionnels apparaissait comme relativement nouveau pour les collectivités, les politiques publiques des services déchets étant jusqu'à présent essentiellement orientée vers les ménages. Le programme d'actions développé propose des projets concrets aux entreprises, et contribue ainsi à la création d'une véritable relation collectivités-entreprises dans ce domaine.

Le Pays des Abers est lié avec l'ADEME Bretagne par une convention arrivant à échéance au 28 février 2022 ainsi qu'avec les 3 EPCI voisins (CCPI, CLCL et CCPLD) pour la gestion financière de l'opération.

ARTICLE 1 - ENJEUX ET OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vise à définir les modalités de partenariat entre les 4 EPCI concernés.

Le programme économie circulaire développé à l'échelle des 4 EPCI signataires de la présente convention, par la constitution d'un service mutualisé intitulé G4dec en 2018, mérite d'être poursuivi au-delà des trois années de lancement du projet afin d'ancrer plus avant l'économie circulaire dans leurs territoires. Les résultats encourageants synthétisés en annexe 1 nécessitent de poursuivre le partenariat innovant mis en œuvre, de manière à inscrire un nouveau modèle de gestion plus vertueux des ressources tant auprès des entreprises que des collectivités publiques.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions partenariales relatives au périmètre d'intervention géographique et fonctionnel du service ; de préciser les engagements pris par chacune des parties prenantes ; de définir les effectifs du service ; de préciser les modalités de financement du service et fixer un budget prévisionnel au titre de l'exercice 2022 ; d'arrêter les modalités de gouvernance...

Il est convenu que la CCPA représente le groupement des 4 EPCI auprès des partenaires extérieurs au groupement.

ARTICLE 2 - CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CONVENTION

2-1°) Périmètre géographique :

Le projet couvre les territoires des 4 EPCI, soit :

	Nb communes	superficie	Population municipale
CCPA	13	271 km ²	41 372
CCPI	18	317 km ²	47 801
CCPLD	22	371 km ²	47 977
CLCL	14	370 km ²	28 245
<i>Total</i>	<i>67</i>	<i>1329 km²</i>	<i>165 395</i>



Le périmètre peut être amené à évoluer en fonction des opportunités et des intérêts d'autres EPCI. Dans ce cas de figure, la convention pourra faire l'objet d'un avenant qui en définira les clauses du partenariat et les modalités financières applicables.

2-2°) Périmètre fonctionnel :

Gouvernance

Le comité technique est composé des référents déchets, économie et communication des 4 EPCI ainsi que d'un élu référent. Le comité technique est convoqué et animé par le G4DEC.

Le comité de pilotage, composé des membres du comité technique, ainsi que des présidents et vice-présidents économie et déchet /environnement des 4 EPCI, des directeurs généraux et de l'ensemble des partenaires du projet (acteurs économiques, partenaires financiers, techniques, etc). Il se réunit, a minima, deux fois par an, pour valider les plans d'actions proposés et les bilans des actions réalisées. Il est convoqué par le G4DEC et animé conjointement par le président de la communauté de communes accueillant la réunion et l'équipe du G4DEC.

Les commissions (déchets/environnement, économie etc.) des EPCI sont, quant à elles convoquées et animées par chaque EPCI. Selon l'actualité et la demande des élus, le G4DEC participe et communique sur son action. Les relations avec les élus des EPCI reste à la charge des référents techniques de chaque EPCI, à savoir les responsables déchets/environnement, membres du comité technique.

Administratif et financier :

Le Pays des Abers porte administrativement et financièrement le service du G4DEC composé de 3 ETP :

- 1 poste de coordination, à 50%
- 1 poste de chargé.e de mission EIT à 100%
- 1 poste de chargé.e de mission bio-ressources, à 100%
- 1 poste de chargé.e de mission prévention, en CDI, à 50%

L'ensemble des dépenses est supporté par le Pays des Abers : salaires, charges sociales, frais de fonctionnement, frais de structures et dépenses de communication. Par ailleurs, le Pays des Abers perçoit l'ensemble des subventions (ADEME et Leader).

Les marchés publics inhérents au fonctionnement du service mutualisé sont également portés par le Pays des Abers.

ARTICLE 3 - Plan d'action 2022 – 2025

Le G4DEC conserve les mêmes objectifs qualitatifs, à savoir :

- Réduction à la source des déchets
- Création de synergies entre entreprises / entreprises et communes / communes
- Innovation collective

Sur la base du bilan des actions menées et des priorités de l'ADEME, les deux ressources prioritaires à traiter dans le cadre de la présente convention sont la ressource minérale et les déchets verts.

4 axes de travail

Plutôt que dérouler un plan d'action détaillé, basé sur des prospectives, le G4DEC orientera ses actions autour de 4 axes principaux :

Massification	Duplication
Accompagnement semi-collectifs à l'échelle de 2 ou 3 communes pour la partie bioressources	Lien avec les organismes de formation pour initier les bonnes pratiques dès la formation continue
Accompagnement des entreprises du paysage dans plateformes de compostage individuelles ou collectives	Approfondissement de la filière bois énergie
Suivi des gros apporteurs en déchèterie avec la mise en place d'un contrôle d'accès en déchèterie sur l'ensemble du territoire	Développement d'outils de communication liés à la lutte contre le gaspillage alimentaire
Développer l'utilisation de matériaux issus du réemploi dans le second œuvre	Développer les bonnes initiatives et accompagner la mise en œuvre sur le territoire (à l'image de l'opération eco-cimetière) au travers de vidéos et de supports de communication
Déploiement d'une nouvelle session écodéfis par an	Expérimentation d'une démarche de tri et concassage des déchets inertes de déchèterie
Création d'un écosystème BTP et d'apporteurs de solutions, toutes filières confondues	Groupe de travail commande publique partagé entre les 4 EPCI avec modèles de cahiers des charges et indicateurs communs
Création et développement d'une filière polystyrène	Initiation d'une brocante verte, à l'image de la brocante des matériaux
Opération cœur de bourg sur la gestion des cartons et les biodéchets	
Quantification	

PLABENNEC / PLOUGUERNEAU / PLOUGUIN / PLOUVIEN / SAINT-PABU / TRÉGLONOU

Innovation numérique : création d'une application de gestion différenciée des espaces verts, estimation des espaces zéro déchet vert et suivi de l'évolution

Indicateur d'exportation des tontes en méthanisation

Suivi des gros apporteurs en déchèterie (toutes filières confondues) avec la mise en place d'un contrôle d'accès en déchèterie sur l'ensemble du territoire

Intégration d'indicateurs de suivi des volumes systématique

L'ensemble de ces actions est en **adéquation avec la loi AGEC**.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DES PARTIES :

Engagements de la CCPA – structure porteuse du service mutualisé :

- S'engage auprès des financeurs et partenaires,
- Notifie les marchés et signe les avenants et tout contrat nécessaire au bon déroulement du projet,
- Perçoit l'intégralité des financements extérieurs,
- S'acquitte de l'ensemble des factures liées au projet,
- Refacture le montant du reste à charge aux 3 autres EPCI du groupement selon la clé de répartition figurant à l'article 5-3,
- Recrute les 3 ETP.
- Verse les rémunérations aux 4 agents du service.
- Accueille la cellule projet dans ses locaux de l'hôtel de communauté, situés sur la commune de Plabennec.
- Assure l'encadrement hiérarchique de la cellule projet.
- Met à disposition de la cellule projet ses services supports (direction générale, commande publique, ressources humaines, communication, facturation,)
- Tenue d'une comptabilité analytique.

La CCPI, CCPLD et CLCL :

- S'engagent au paiement des restes à charges facturés par la CCPA selon la clé de répartition décliné à l'article 5-3 ;
- Participent activement à l'élaboration et à l'animation du projet (comité technique, comité de pilotage ...) ;
- Participent aux recrutements et aux groupements de commande constitués entre les 4 EPCI;
- Accueillent dans leurs locaux, selon les besoins (réunions...), les agents du service concerné en intervention sur leur territoire respectif ;
- Chaque EPCI fournit au service mutualisé le bilan des actions portées par eux dans le cadre du projet économie circulaire.

ARTICLE 5 - BUDGET ET FINANCEMENT DU SERVICE

5-1°) Budget prévisionnel :

Dépenses	12 mois	Recettes	12 mois
Frais de personnel (3ETP)	135 000 €	ADEME (30 000 €/ETP/an)	90 000 €
Dépenses de communication	60 000 €	ADEME (Communication 70 %)	42 000 €
Prestations d'ingénierie	25 000 €	ADEME (Aide à la décision sur l'ingénierie 50 à 70 %)	12 500 €
Logiciel métier	10 000 €		
Frais de fonctionnement / structure	10 000 €		
Total dépenses	240 000 €	TOTAL des aides	144 500 €
		Autofinancement 4 EPCI	95 500 €
		CCPA 25,02%	23 894,10 €
		CCPI 28,90%	27 599,50 €
		CCPLD 29,00%	27 695,00 €
		CLCL 17,08%	16 311,40 €

5-2°) La détermination du coût global du service :

- Chaque membre du service mutualisé participe au financement global du service (charges de fonctionnement : charges réelles de personnel ; fournitures et contrats de prestations ; coûts de renouvellement des biens, frais de structure et fonctions supports (article D 5211-16 du CGCT)).
- Les recettes perçues seront intégrées dans le budget du service mutualisé.

5-3°) Les principes de répartition de financement du service :

- La répartition des charges se fera au prorata de la population municipale, soit :

	Population municipale Nb habitants	Clé de répartition
CCPA	41 372	25.02 %
CCPI	47 801	28.90 %
CCPLD	47 977	29.00 %
CLCL	28 245	17.08 %
Total	165 395	100 %

5-4°) Les modalités de versement et de régularisation des participations :

Versement de 80% du prévisionnel annuel au premier trimestre de l'exercice et le solde en fin d'année. Ajustement de la facturation prévisionnelle au vu du compte administratif au 1^{er} trimestre N+1.

ARTICLE 6 - DUREE DE LA CONVENTION ET RESILIATION

6-1) La durée :

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} mars 2022 jusqu'au 28 février 2025 inclus. Elle pourra se prolonger le temps nécessaire à la clôture des exercices financiers liés à la convention par le biais d'un avenant.

6-2) La résiliation :

La convention pourra également prendre fin de manière anticipée à la demande d'une des parties cocontractantes, agissant en vertu d'une délibération rendue exécutoire, sous réserve d'assurer une neutralité financière pour l'ensemble des parties.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS TERMINALES ET RECOURS.

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Rennes, dans le respect des délais de recours.

Fait à _____, le _____

Le Président de la CCPA

Jean-François TREGUER

Le Président de la CCPI,

André TALARMIN

Le Président de la CCPLD

Patrick LECLERC

La Présidente de la CLCL,

Claudie BALCON

Annexe :

Principaux résultats

Le plan d'actions a été déterminé à l'issue de l'étude de préfiguration et a servi de base à la rédaction de la convention avec l'ADEME. Nous avons traduit ce plan d'actions opérationnellement par un programme présenté lors du 1^{er} comité de pilotage du mois de juin 2019, qui amène à une validation par les membres du comité

La mise en œuvre du plan d'actions se veut :

- Unique pour les collectivités et les entreprises, qui ont des problématiques communes
- Transversale pour traiter toutes les actions de la même manière
- Adaptable pour que chaque structure s'intègre dans la démarche au moment où elle le souhaite et au niveau d'implication qu'elle souhaite

Il comprend les actions suivantes :

- Destination Economie Circulaire et Destination Zéro Déchet Vert, qui sont les accompagnements individuels, avec pré-diagnostic et programme d'ateliers
- Le forum de l'économie circulaire, LE rendez-vous annuel de l'ensemble des acteurs de l'économie circulaire
- Des actions spécifiques : Eco-Défi 2020, Observatoire de l'économie circulaire
- Des projets collectifs dont les thématiques sont définies par les entreprises et les communes au fil de l'eau (mutualisation équipement, consigne du verre, application de cartographie des espaces verts, etc.)
- Les petits déjeuners de Zones d'activités économiques
- Deux études sur les filières de valorisation des déchets verts et bio-déchets (les scénarios et la mise en œuvre, en cours en 2021)

Les actions dédiées aux particuliers restent directement pilotées par les EPCI, l'information circulant aisément entre les services.

Les résultats

Au terme de ces deux premières années de fonctionnement, le G4DEC observe les premiers résultats chiffrés, directement induits par les actions menées auprès des entreprises et des établissements publics accompagnés :

Pour les actions EIT,

BOURG-BLANC / COAT-MÉAL / KERSAINT-PLABENNEC / LANDÉDA / LANNILIS / LE DRENNEC / LOC-BRÉVALAIRE
PLABENNEC / PLOUGUERNEAU / PLOUGUIN / PLOUVIEN / SAINT-PABU / TRÉGLONOU

- 1 réseau circulaire de 80 entreprises
- + de 500 tonnes de déchets évités
- 7 synergies réalisées
- 1 mutualisation
- 54 pistes d'actions
- 45 entreprises diagnostiquées
- 8 projets collectifs

Pour les actions bio-ressources :

- 22 communes accompagnées
- 5 diagnostics gaspillage alimentaire
- 11 conventions tontes de pelouse signées
- 2 études déchets verts
- 1 mutualisation
- 2 projets communs

Pour les actions transversales :

- 2 forums, 170 participants
- 16 ateliers
- 3 petit-déjeuner ZAE, 33 entreprises
- 30 conférences et retours d'expériences
- 40 articles de presse
- 4 réseaux sociaux, de nombreuses publications
- 4 EPCI labellisés ECI

Ces chiffres, cumulés sur les deux premières années de fonctionnement, ne sont pas totalement représentatifs du travail fourni par le G4DEC. La mobilisation des acteurs, privés ou publics, ainsi que la communication sont deux axes chronophages, quelque peu sous-évalués lors de la rédaction du plan d'action. Le contexte sanitaire n'a pas favorisé les échanges et a considérablement ralenti la progression des synergies en 2020. Sans ce contexte très particulier, nous pouvons estimer des résultats largement supérieurs à ceux présentés.

Distinctions :

- **Obtention du Label Economie Circulaire :** 16 territoires labellisés en France métropolitaine et d'outre-mer dont les 4 collectivités qui composent le G4DEC. C'est une grande reconnaissance du travail mené par chaque EPCI sur l'Economie Circulaire.
- **Prix économie circulaire 2021 des trophées bretons du développement durable**

PROJET

BOURG-BLANC / COAT-MÉAL / KERSAINT-PLABENNEC / LANDÉDA / LANNILIS / LE DRENNEC / LOC-BRÉVALAIRE
PLABENNEC / PLOUGUERNEAU / PLOUGUIN / PLOUVIEN / SAINT-PABU / TRÉGLONOU

Hôtel de Communauté | 58 avenue de Waltenhofen | CS 54003 | 29860 PLABENNEC
02 98 37 66 00 | accueil@pays-des-abers.fr